



---

ONU Conseil de sécurité

## Briefing sur le Soudan

New York, le 25 avril 2023

Déclaration de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Nous exprimons notre reconnaissance au Secrétaire général pour son fort engagement et au Représentant spécial pour son intervention. Nous le remercions lui et son équipe pour le travail accompli dans les circonstances actuelles, extrêmement difficiles. Nous remercions également la Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et l'Observatrice permanente de l'UA pour leurs interventions. Nous espérons entendre également celle de l'Envoyé Spécial de l'IGAD.

La population civile au Soudan paie un prix très lourd à cette spirale de violence, alors qu'elle espérait une transition démocratique pacifique. Les événements des derniers jours constituent clairement le pire des scénarios.

Dans ce contexte, je mettrai l'accent sur trois points :

Premièrement, des centaines de civils ont été tués, des milliers d'autres blessés, et ce bilan ne cesse d'augmenter. Nous exprimons nos condoléances aux victimes et à leurs familles. Nos pensées vont également à tous les civils qui sont actuellement enfermés dans des abris, dans l'attente que les combats cessent. Nous notons le fait qu'hier, les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide ont déclaré un cessez-le-feu à l'échelle nationale pour trois jours. Dans le contexte de plusieurs tentatives infructueuses pour faire taire les armes au cours des derniers jours, voire même des dernières heures, nous demandons aux deux parties de respecter ce cessez-le-feu immédiatement et intégralement.

Deuxièmement, nous sommes gravement préoccupés par la situation humanitaire qui se détériore de jour en jour. Les affrontements, se déroulant surtout dans les zones urbaines, rendent l'acheminement de l'aide humanitaire quasiment impossible. Les seuls hôpitaux encore opérationnels sont de moins au moins capables de porter secours aux nombreux blessés. C'est intenable, et inacceptable. La Suisse exhorte les deux parties à assumer leur responsabilité en autorisant et en facilitant un accès humanitaire rapide, durable et sans entrave aux civils dans le besoin, et en permettant l'évacuation des blessés. Par ailleurs, nous appelons avec insistance les parties à respecter pleinement leurs obligations en matière de droit international humanitaire et de droits humains. Il s'agit notamment de prendre des précautions particulières pour protéger les plus vulnérables, tels que les enfants, et de ne pas cibler les zones où ils pourraient se réfugier, y compris les écoles.

Troisièmement, les deux parties doivent assurer la sécurité et la protection de la population civile, des missions et du personnel diplomatiques, de l'ONU et des agences humanitaires et médicales, ainsi que des biens et services humanitaires. A ce jour, au moins cinq employés humanitaires et un employé d'une Ambassade ont été tués, des biens humanitaires ont été pillés et des attaques ont été perpétrées contre le personnel et les biens de l'ONU, des ONGs et des missions diplomatiques. Ceci doit cesser. Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations ou le matériel employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire peut constituer un crime de guerre. Nous regrettons qu'une partie de ce personnel ait dû être évacuée en raison de l'insécurité, y compris le personnel de notre Ambassade. Cela limite considérablement la capacité de nombreuses organisations, tant bilatérales que multilatérales, à soutenir la population soudanaise en ces temps difficiles.

Pour conclure, nous saluons les efforts diplomatiques en cours déployés par les organisations régionales, notamment l'UA, l'IGAD et la Ligue des Etats arabes, et par les partenaires bilatéraux. Une coordination étroite est cependant indispensable, comme le souligne le Communiqué de la réunion ministérielle organisée par l'UA le 20 avril. Ceci dit, nous devons également souligner les efforts inlassables des acteurs civils soudanais qui restent au cœur d'une solution durable et d'un futur pacifique.

Le Conseil de sécurité a un rôle essentiel à jouer pour rétablir la paix et la sécurité au Soudan. La Suisse se tient prête à soutenir les efforts pour instaurer un cessez-le-feu durable. Elle appelle tous les membres de ce Conseil à parler d'une seule voix, comme ils l'ont fait le 15 avril, pour promouvoir la fin complète des hostilités et un retour au dialogue entre les parties.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Ms. President,

We express our gratitude to the Secretary-General for his strong commitment and to the Special Representative for his intervention, as well as to him and his team for their work under the current extremely difficult circumstances. We also thank the Assistant Secretary-General for Humanitarian Affairs and Permanent Observer of the AU for their briefings. We hope to hear the one of the IGAD Special Envoy as well.

The civilian population in Sudan is paying a heavy price for this relentless spiral of violence, despite their hopes for a peaceful democratic transition. The events of the last few days are clearly a worst-case scenario.

In this context, let me focus on three issues:

First, hundreds of civilians have been killed, thousands more injured, and the toll continues to rise. We express our condolences to the victims and their families. Our thoughts are also with the civilians who are currently trapped, waiting for the fighting to stop. We take note of the fact that yesterday the Sudanese Armed Forces and the Rapid Support Forces declared a nationwide ceasefire for three days. In the context of several unsuccessful attempts to silence the

guns in recent days and even recent hours, we call on both parties to immediately and fully uphold this ceasefire.

Second, we are deeply concerned regarding the humanitarian situation, which is deteriorating by the day. The clashes, mostly in urban areas, make the delivery of humanitarian aid almost impossible. The only hospitals that are still operational are increasingly unable to help the many wounded. This is untenable and unacceptable. Switzerland urges both parties to assume their responsibility by allowing and facilitating rapid, sustainable and unhindered humanitarian access to civilians in need and by allowing the evacuation of the injured. Furthermore, we urge the parties to fully respect their obligations under international humanitarian and human rights law. This includes taking special precautions to protect the most vulnerable, such as children, and not targeting areas where they might take refuge, including schools.

Third, both sides must ensure the security and protection of the civilian population and diplomatic missions and staff, the UN and humanitarian and medical agencies, and humanitarian goods and services. To date, at least five humanitarian workers and one employee of an Embassy have been killed, humanitarian property is being looted, and attacks are being carried out against UN staff and property, NGOs and diplomatic missions. This must stop. Intentionally directing attacks against personnel, facilities or equipment employed in a humanitarian assistance mission may constitute a war crime. We regret that some of these personnel had to be evacuated due to the insecurity, including the staff of our Embassy. This severely limits the ability of many organisations, both bilateral and multilateral, to support the Sudanese population in these difficult times.

To conclude, we welcome the ongoing diplomatic efforts by regional organisations, including the AU, IGAD and the League of Arab States, and by bilateral partners. In this regard, a close coordination is essential, as underlined in the Communiqué of the AU Ministerial Meeting of 20 April. That said, we must also highlight the tireless efforts of Sudanese civilian actors who remain at the heart of a lasting solution and a peaceful future.

The Security Council has an essential role to play in restoring peace and security in Sudan. Switzerland stands ready to support efforts to achieve a lasting ceasefire, and calls on all members of the Council to speak with one voice, as they did on 15 April, to promote a complete end to hostilities and a return to dialogue between the parties.

I thank you.